

REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil vingt-quatre le vingt-et-un-février à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de Romagnieu, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Madame Céline REVOL, Maire

Nombre de conseillers en exercice : 18

Date de convocation du Conseil Municipal : 15 février 2024

Présents (dans l'ordre du tableau du Conseil Municipal) : Céline REVOL (Maire), Chantal PEGOUD, Bernard TRILLAT, Marc RIBET (Adjoints), Yves DURET, Georges GRANGE, Régine COMBE, Bernard PIERRE, Louis LE GUILLOU, Nathalie MORETTI, Béatrice JACQUET, Edith ROUX, Martine RIZZON (pouvoir à Edith ROUX), Nathalie FAVRE, Pierre GOLDIN (arrivé à 19h30), Fabrice DANNA. (conseillers municipaux) :

Absent : Noël CASTE

Excusé : Martine RIZZON (pouvoir à Edith ROUX) ; Aurélie BLAUD ;

Secrétaire de séance : Céline REVOL

2024-18D-Projet de centrale hydroélectrique sur le territoire de la commune de Romagnieu (délibération)

Vu les dispositions des articles L. 2122-9 et suivants du Code général des collectivités territoriales,

Vu les dispositions des articles L. 2121-12 et L. 2121-29 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la note de synthèse communiquée aux conseillers municipaux,

Vu les dispositions de la loi n°2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables,

Vu les dispositions des articles L. 141-5-1 et suivants, en particulier celles de l'article L. 141-5-3, du Code de l'énergie,

Madame le Maire :

-Expose au Conseil municipal le projet de réalisation d'une étude de faisabilité en vue du développement d'un projet de centrale hydroélectrique sur le territoire de la Commune proposé par la société ELEMENTS, destiné à produire du courant électrique à partir d'une source d'énergie renouvelable, et qui serait injecté sur le réseau électrique ;

-Donne la parole en début de séance à la société ELEMENTS pour présenter son projet qui s'étendra de 2024, début des autorisations à 2028 mise en production ; un document a été distribué aux élus en début de séance afin d'expliquer le « projet hydroélectrique de la Calabre » (Description du projet/éléments techniques/retombées pour la commune tant sur le plan de la production d'électricité que financières.

-Présente le projet de promesse de constitution de servitudes qui sera annexé à la présente délibération, qui, le cas échéant, pourrait être conclu entre la Commune et la société ELEMENTS s'agissant des parcelles communales associées à la zone d'étude du projet et relevant du domaine public de la Commune ;

-Indique que le zonage du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) est compatible avec le projet de centrale hydroélectrique.

Considérant que la société ELEMENTS souhaite obtenir l'accord du conseil municipal en vue de réaliser des études de faisabilité (études techniques, accès, raccordement, ressource hydraulique, etc.), des études foncières (lancement des démarches et sécurisation du foncier auprès des personnes privées

concernées), études techniques et environnementales, ainsi que développement effectif d'un projet hydroélectrique sur le territoire de la Commune.

Considérant qu'à l'issue du résultat des études et à la suite de la présentation du projet d'implantation par ELEMENTS auprès du Conseil Municipal, des services de l'Etat et des propriétaires et exploitants, le dépôt de la demande d'autorisation environnementale pourrait être réalisée.

Considérant en outre que la loi n°2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables prévoit, pour atteindre les objectifs prévus par la programmation pluriannuelle de l'énergie, la définition de zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables, dans les conditions prévues à l'article L. 141-5-3 du Code de l'énergie ; qu'à ce titre, les communes, après réception des informations transmises par les services de l'Etat et les gestionnaires de réseau, identifient ces zones d'accélération, après concertation du public selon des modalités qu'elles déterminent librement. Elles les transmettent ensuite au référent préfectoral à l'instruction des projets de développement des énergies renouvelables et aux établissements publics de coopération intercommunale dont elles sont membres (y compris l'établissement chargé du SCOT).

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé de Madame le Maire, après avoir pris connaissance du projet de promesse de constitution de servitudes et de la note explicative fournie en début de séance par la société ELEMENTS, après avoir pu poser l'ensemble des questions qui lui semblaient nécessaires à la bonne compréhension du projet et après en avoir délibéré, en séance à l'unanimité **POUR**,

➤**EMET** un avis favorable pour que la société ELEMENTS étudie la possibilité de développer un projet de centrale hydroélectrique sur le territoire de la Commune ;

➤**AUTORISE** ELEMENTS à lancer les études de faisabilité, à faire et déposer les demandes et déclarations administratives nécessaires au développement du projet, notamment les consultations des services de l'Etat et gestionnaires des servitudes ainsi que toute autre demande s'y rapportant.

➤**AUTORISE** Madame le Maire à signer avec la société ELEMENTS la promesse de constitution de servitudes jointe, ainsi que tout acte s'y rapportant ;

➤**EMET** un avis favorable pour que la Commune, selon les informations visées à l'article L. 141-5-3, II, 1° du Code de l'énergie qui lui auront été transmises, intègre la zone d'implantation du projet de la société ELEMENTS, dont le zonage cartographique est annexé à la présente délibération, dans le cadre de la concertation du public à intervenir sur l'identification des zones d'accélération ;

Ainsi délibéré, en séance à ROMAGNIEU, le 21 février 2024

Le Maire, **Céline REVOL**

